

# KARL MARX PANGERMANISTE

et

## L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS DE 1864 À 1870.

Librairie Armand COLIN  
103 Bd S. Michel, PARIS.

1915

-----

**James GUILLAUME**

-----

### Chapitre 6 (*première partie*):

#### **LA DERNIÈRE ANNÉE DE L'EMPIRE. LA FÉDÉRATION PARISIENNE DE L'INTERNATIONALE (AVRIL 1870). LE PLÉBISCITE; LE TROISIÈME PROCÈS DE L'INTERNATIONALE À PARIS (MAI-JUILLET).**

Au Congrès de Bâle, Varlin était entré dans l'organisation secrète internationale qui préparait une révolution sociale, dont le point de départ devait être le renversement de l'Empire français. Et les événements vont prendre, dans cette dernière année de l'Empire qui va jusqu'au 4 septembre 1870, une allure nouvelle: la Commune n'est pas loin!

De nouveaux mouvements grévistes eurent lieu fin septembre 1869 à Rive-de-Gier, et quelques jours après à Aubin (Aveyron), où le 8 octobre la troupe massacra des ouvriers mineurs. Le 10 octobre, les délégués de vingt-sept sociétés ouvrières de Paris étaient justement réunis pour conclure leur pacte fédératif, en passant outre à l'opposition policière, ainsi que l'avait annoncé leur manifeste d'août; ils profitèrent de la circonstance pour signer la protestation suivante:

*«Nous protestons de toute notre énergie contre les actes sanglants commis sur les travailleurs des mines d'Aubin; nous déclarons qu'il nous est impossible de vivre sous un régime social où le capital répond à des manifestations quelquefois turbulentes, mais toujours justes, par la fusillade.»*

En même temps, la grève des fileurs d'Elbeuf, et diverses grèves à Paris, entre autres celle des employés de commerce (1), furent l'occasion de témoignages éclatants de solidarité de la part des travailleurs de différentes industries. La *Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris*, qui venait de se constituer définitivement et qui s'était installée place de la Corderie du Temple, donna son concours le plus énergique à toutes les grèves. Une autre organisation, fondée spécialement, deux ou trois ans auparavant, pour venir en aide aux grévistes par des prêts, la *Caisse des cinq centimes* ou *Caisse du sou*, qui groupait un certain nombre de sociétés ouvrières parisiennes, joignait ses efforts à ceux de la *Chambre fédérale*. On trouve

(1) La grève des employés de commerce mit en vue, pendant un moment, la personnalité de Douvet, président du syndicat des employés. Douvet avait fondé un journal hebdomadaire, qui s'appela d'abord *le Commerce*, et ensuite *le Travail*, et qui s'intitula «*organe des associations ouvrières*»: mais ce périodique n'eut qu'une existence éphémère.

dans les lettres de Varlin, lues au troisième procès (juin 1870), tout le détail de l'action corporative des ouvriers parisiens à cette date.

Une vive agitation s'était produite dans le monde politique à la suite du retard apporté par l'empereur à la convocation du *Corps législatif* élu en mai. Il avait été question, un moment, d'organiser une grande manifestation de protestation pour le 26 octobre; puis les députés de l'opposition y renoncèrent. Des élections complémentaires eurent lieu le 21 novembre: Rochefort fut nommé à Belleville. Cette élection allait avoir une certaine influence sur le mouvement, en particulier parce qu'elle eut pour conséquence la création du journal *la Marseillaise*, dont le premier numéro parut le 9 décembre, et qui devint aussitôt l'organe des militants ouvriers révolutionnaires.

Il ne saurait être question de relater ici les événements qui remplirent les mois si agités de cette dernière année de l'empire. Nous ne ferons que mentionner en courant les principaux, sans les raconter: on trouve d'abondants détails, dans les audiences du troisième procès, sur tout ce qui concerne plus particulièrement la réorganisation de l'*Internationale* à Paris et en France, ses moyens d'action, et sa participation à la lutte contre le régime impérial.

Il est indispensable de noter qu'à cette heure même commençait, de la part de certains hommes, - Marx, Engels, et leurs instruments ou leurs complices, - une campagne souterraine de calomnies et d'intrigues ayant pour but d'établir leur domination dans l'*Internationale*, en se débarrassant, par les plus odieuses manœuvres, de ceux qu'ils regardaient comme des adversaires ou des rivaux, et dont ils redoutaient à la fois l'esprit d'indépendance et l'audace révolutionnaire. Ceux qui étaient en butte à ces calomnies, c'étaient - chose invraisemblable et pourtant vraie! - ceux-là mêmes qui participaient activement en divers pays, Espagne, Italie, Suisse, France, etc..., à la grande conspiration internationale contre l'empire. Par une circulaire secrète, la *Communication privée du 1<sup>er</sup> janvier 1870*, Marx et ses complices dénoncèrent aux comités de l'*Internationale* en divers pays, comme des ennemis, les rédacteurs de l'*Égalité* de Genève, du *Travail* de Paris, du *Progrès* du Locle; dans une lettre envoyée à Bruxelles, Marx attaqua spécialement Bakounine, l'accusant de désorganiser l'*Internationale* (2): or Bakounine, qui avait quitté Genève dès le mois d'octobre 1869, vivait depuis ce moment dans la retraite à Locarno (Tessin), où il s'occupait - singulière coïncidence! - à traduire en russe, pour un éditeur de Pétersbourg, le grand ouvrage de son calomniateur, *le Kapital*. En janvier 1870, à la suite d'intrigues locales, l'*Égalité*, de Genève, qu'avait rédigée Paul Robin d'octobre à décembre 1869, tomba entre les mains du Juif russe Nicolas Outine, qui en fit son organe personnel; il la mit aussitôt au service de Marx, dont il devint l'agent; Robin, ayant dû quitter Genève, s'établit à Paris en février. Bakounine, en ce même mois de février, à la demande du jeune révolutionnaire russe Netchaïef, interrompit sa traduction du *Kapital* pour se consacrer tout entier aux affaires de Russie (3), dont il s'occupa exclusivement jusqu'en juillet. Marx, poursuivant son œuvre de haine, envoya en Allemagne une nouvelle «*Communication privée*», la *Confidentielle Mittheilung* (28 mars), dirigée contre Bakounine. En même temps, au congrès de la *Fédération de la Suisse romande* à la Chaux-de-Fonds, le 4 avril, l'agent Outine provoquait la scission locale qui devait avoir plus tard des conséquences si graves pour l'*Internationale* tout entière. A l'*Égalité* d'Outine, les sections jurassiennes opposèrent *la Solidarité* (à Neuchâtel).

Il a fallu mentionner ces choses à cette place; mais on doit ajouter qu'à ce moment les manœuvres marxistes, enveloppées d'un profond mystère, restèrent ignorées du grand nombre, et furent connues seulement de quelques initiés de l'un et de l'autre parti: elles n'exercèrent par conséquent aucune influence - heureusement! - sur l'action de l'*Internationale* en France cette année-là. Il n'en était pas moins indispensable de les rappeler, car leur connaissance est nécessaire pour l'intelligence de divers incidents dont il est parlé au troisième procès, et fait mieux saisir la portée de plusieurs faits, comme la révision de la version française du troisième considérant des statuts généraux de l'*Internationale*, dans la nouvelle édition faite à Paris en mars 1870 (4); l'assemblée de Lyon du 13 mars, présidée par Varlin, et les choses qui y furent dites,

(2) «*Karl Marx nous ayant écrit [en janvier 1870] une lettre de basses calomnies contre Bakounine, je pensai que, si on ne pouvait pas officiellement lui faire la leçon à ce sujet, il convenait toutefois de ne pas laisser passer la chose ainsi. Je lui écrivis donc en mon nom personnel une lettre où je lui disais que ces calomnies étaient indignes de lui. Il me répondit par une lettre de grossières injures*». (Lettre d'Eugène Hins à James Guillaume, 12 juin 1914). - Dans une lettre à Engels, du 12 février 1870, Marx dit à celui-ci, à propos de Hins: «*Je viens de laver la tête à ce gaillard comme il convenait*».

(3) Avec Ogaref et Alexandre Herzen fils (Herzen père venait de mourir en janvier), il publia quelques numéros d'une nouvelle série du *Kolokol* (*la Cloche*); c'est alors aussi qu'il écrivit et fit paraître sa célèbre brochure *Les Ours de Berne et l'Ours de Saint-Pétersbourg*.

(4) Ce fut Robin, nouvellement arrivé à Paris, qui fut chargé de surveiller l'impression de cette édition. Sur l'observation de Lafargue (qui, marié à Laura Marx en avril 1868, s'était fixé à Paris), Robin modifia les derniers mots du troisième consi-

en public et en particulier; la lettre de Sentiñon à Varlin du 10 avril; la publication à Neuchâtel (Suisse), en juin, de l'organe de l'*Internationale* parisienne, *le Socialiste*, etc...

Le 27 décembre 1869, Napoléon III avait chargé Émile Ollivier de former un cabinet: le 2 janvier 1870 le ministère Ollivier était constitué; ce fut l'Empire «libéral». Mais le 10 janvier Pierre Bonaparte, cousin de l'empereur, tue le journaliste Victor Noir (de *la Marseillaise*), dont les obsèques (12 janvier) faillirent être une journée révolutionnaire. Le 19 éclate la première grève du Creusot, motivée par le renvoi de l'ouvrier Assi. Le 7 février, Rochefort est arrêté; des mouvements insurrectionnels ont lieu dans Paris (Flourens à Belleville, 7-8 février; Mégy tue un inspecteur de police, 11 février); un manifeste, daté du 11 février, signé entre autres par Combault, Johannard, Landrin, Malon, Pindy, invite les socialistes «à ne pas compromettre le triomphe définitif par une action trop précipitée» (5); de nombreuses arrestations sont faites. Varlin, emprisonné, est relâché au bout de quatorze jours; sitôt remis en liberté, il s'occupe de grouper en une fédération les sections parisiennes de l'*Internationale*, déjà au nombre de treize: une réunion de délégués, le 7 mars, charge une commission d'élaborer des statuts pour cette fédération. Le 13 mars, Varlin préside à Lyon une grande assemblée ouvrière, à laquelle assistent des délégués de Marseille, Vienne (Isère), Aix, la Ciotat, Dijon, Rouen, et de la Suisse jurassienne (Schwizguébel); une adresse des travailleurs belges aux travailleurs français, rédigée par De Paepe, y est lue; elle dit nettement: «L'État politique n'a plus de raison d'être; le mécanisme artificiel appelé gouvernement disparaît dans l'organisme économique, la politique se perd dans le socialisme»; on lit aussi, entre camarades sûrs, une lettre de Bakounine apportée par Schwizguébel, où il est écrit:

«La base de l'organisation des forces du prolétariat est toute donnée: ce sont les ateliers et la fédération des ateliers, la création des caisses de résistance, instruments de lutte contre la bourgeoisie, et leur fédération, non seulement nationale, mais internationale. Et quand l'heure de la révolution aura sonné, vous proclamerez la liquidation de l'État et de la société bourgeoise, ... la vraie et franche révolution populaire, l'anarchie juridique et politique et la nouvelle organisation économique de bas en haut et de la circonférence aux centres (6)».

Le 21 mars, une lettre de l'empereur à Emile Ollivier annonce que la France sera prochainement appelée à sanctionner par un plébiscite la nouvelle orientation de la politique bonapartiste. Le 23 mars éclate la seconde grève du Creusot. Le 27 mars, Pierre Bonaparte est acquitté par la Haute-Cour de Tours. Le 10 avril, Sentiñon, écrivant de Barcelone à Varlin, lui dit:

«C'est avec le plus grand plaisir que j'observe quelle part active vous prenez dans l'organisation des sociétés ouvrières sur toute la France. Vous voilà dans le beau chemin, le seul qui conduit droit au but. Tout le temps et tous les efforts voués à d'autres choses sont non seulement perdus, mais directement nuisibles».

Le lundi 18 avril, la *Fédération parisienne de l'Internationale* se constitue définitivement dans une grande réunion, sous la présidence de Varlin, assisté de Robin et d'Avrial; dans son discours d'ouverture Varlin dit: «Nous devons nous suffire à nous-mêmes. C'est contre l'ordre juridique, économique, politique et religieux que nous devons tendre nos efforts». La Fédération parisienne fixe son siège à la Corderie du Temple, où la *Chambre fédérale des sociétés ouvrières* avait déjà le sien. Dans cette même réunion du 18 avril, une commission de douze membres (dont Avrial, Combault, Lafargue, Robin font partie) est nommée pour rédiger un manifeste anti-plébiscitaire. Ce manifeste dit: «Travailleurs, si vous voulez affirmer la République démocratique et sociale, le meilleur moyen c'est de vous abstenir; ... l'abstention est la protestation que l'auteur du coup d'État, redoute le plus». Un sénatus-consulte du 20 avril fixe au 8 mai la date du plébiscite.

dérant; la version française de 1865, lue et adoptée en 1866 au Congrès de Genève, portait: «L'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique»; le texte anglais était un peu différent (*the great end to which every political movement ought to be subordinate as a means*), et, pour le traduire littéralement, Robin mit: «L'émancipation économique des classes ouvrières est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme un simple moyen». Nous n'attachâmes aucune importance à cette modification, qui fut aussitôt adoptée dans tous les pays de langue française. Mais Marx, comme on le vit plus tard, entendait tirer de là cette conséquence alors insoupçonnée de nous, que l'action électorale et parlementaire était obligatoire pour les membres de l'*Internationale*.

(5) On y lit: «Le moment ne nous semble pas encore venu pour une action décisive et immédiate. La Révolution marche à grands pas; n'obstruons pas sa route par une impatience bien légitime, mais qui pourrait devenir désastreuse... Chaque heure nous donne des chances nouvelles. Chaque heure diminue les forces du despotisme et augmente les nôtres... Agissons par la propagande, et surtout par l'organisation».

(6) *L'Internationale*, par James Guillaume, t.1<sup>er</sup>, pages 284-285.

La propagande du socialisme se poursuit avec une ardeur croissante. *La Solidarité*, de Neuchâtel, organe de la majorité «collectiviste» (c'est-à-dire communiste fédéraliste) du congrès de la Chaux-de-Fonds, dit le 30 avril: «*La France sera bientôt couverte de sections internationales. Les grèves du Creusot et de Fourchambault ont rendu les doctrines socialistes populaires dans les départements du Centre: Nevers et Limoges promettent de donner prochainement la main à Saint-Étienne et à Lyon. Besançon compte plusieurs sociétés ouvrières qui sont en relations avec la Chaux-de-Fonds. Lille s'organise, par les soins de notre infatigable Varlin. Une section vient de se fonder à Brest. Notre ami Malon remplit dignement la mission dont l'avait chargé «la Marseillaise»: il a fait successivement au Creusot et à Fourchambault une enquête complète sur la situation des ouvriers*». Mais le gouvernement allait frapper un grand coup. Le 30 avril, Émile Ollivier ordonne l'arrestation, sous la double inculpation de complot et de société secrète, de «*tous les individus qui dirigent l'Internationale*». Le même jour, la police arrête pêle-mêle, à Paris, des militants connus et des hommes insignifiants, Avrial, G. Casse, Collot, Franquin, Dugauquie, Flahaut, Héligon, Johannard, Landeck, Malon, Murat, Pindy, Theisz, Rocher (Varlin, qui était à Chalon, réussit à s'échapper et à passer en Belgique); à Lyon, Albert Richard, G. Blanc, Chol, Doublet, Palix, et d'autres. A Marseille, Bastelica peut se soustraire aux recherches. Les arrestations continuent les jours suivants: on emprisonne Assi au Creusot, Aubry à Rouen, Combe à Marseille, Dupin et d'autres à Saint-Étienne; Beauvoir, Dumartheray et d'autres à Lyon, Ledoré et d'autres à Brest, Alerini à Cannes, etc...

En même temps, la police inventait le fameux complot Beury-Roussel, dans lequel elle enveloppa Mégy, Dereure, Cournet, Ferré, Razoua, Tony Moilin, etc...; une protestation du *Conseil fédéral parisien de l'Internationale* fut aussitôt rédigée par Robin (2 mai), signée de trente et un noms, et publiée dans *la Marseillaise* (5 mai): elle déclarait que *l'Internationale* n'était pour rien dans le complot, et ajoutait: «*L'Association Internationale des Travailleurs, conspiration permanente de tous les opprimés et de tous les exploités, existera malgré d'impuissantes persécutions contre les soi-disant chefs, tant que n'auront pas disparu tous les exploités, capitalistes, prêtres et aventuriers politiques*».

Le plébiscite (dimanche 8 mai) donna à l'empire un peu plus de sept millions de oui contre un million et demi de non; il y eut plus d'un demi-million d'abstentions.

Dès le 4 mai, un décret impérial avait renvoyé les prétendus auteurs et complices du complot Beury-Roussel devant la Haute-Cour (qui ne se réunit à Blois que le 18 juillet); et dans le courant de mai, une instruction était commencée et poursuivie contre un certain nombre de membres de *l'Internationale*, à Paris et ailleurs, sous l'inculpation de société secrète.

Vers la fin de mai, un jugement de la 6<sup>ème</sup> Chambre suspendit *la Marseillaise* pour deux mois. Les membres de la *Fédération parisienne*, privés de la publicité de ce journal, résolurent immédiatement de se créer un organe à eux; mais comme on ne pouvait songer à trouver un imprimeur à Paris, il fallut en chercher un à l'étranger. Robin, nommé rédacteur, écrivit à James Guillaume, à Neuchâtel, qui se chargea de faire composer et tirer le nouveau journal - *le Socialiste*, «*organe de la Fédération parisienne de l'Association Internationale des Travailleurs, paraissant le samedi*» - à l'imprimerie de *la Solidarité*. Robin envoya la copie nécessaire pour le premier numéro, qui parut le 11 juin: il donnait les noms des socialistes détenus, et annonçait en outre que «*plusieurs internationaux parisiens avaient été mandés à comparaître devant le juge d'instruction de Lurcy*», en ajoutant: «*Nous ne pensons pas qu'un seul d'entre eux se rende à cette invitation*». Sur les douze inculpés cités ainsi, neuf (Delacour, Durand, Bertin, Frankel, Fournaise, Malzieux, Leblanc, Pagnerre, Duval) se présentèrent devant le juge, contrairement à ce qu'avait cru Robin; un dixième, Giot, partit pour Bruxelles; quant à Langevin et à Robin, qui n'avaient pas obéi, ils furent arrêtés le 12. Langevin fut envoyé à Mazas, Robin fut relâché au bout de trente-six heures, après un interrogatoire.

*Le Socialiste* avait été tiré à cinq ou six mille exemplaires; il fut expédié sous bande à un certain nombre d'adresses d'abonnés; le reste des exemplaires fut envoyé en un ballot à Mangold (6, rue du Petit-Parc, Grand-Montrouge), qui avait été nommé administrateur. Le ballot fut saisi à l'arrivée à Paris; seuls les numéros envoyés sous bande parvinrent à destination.

Robin et Mangold envoyèrent encore à Neuchâtel la copie du second numéro, qui parut le 18 juin. Il annonçait que les socialistes parisiens détenus avaient été relâchés, sauf Malon, Pindy, Murat et Johannard, et qu'un procès pour société secrète, intenté à trente-huit accusés, commencerait le 22 juin, à la 6<sup>ème</sup> Chambre correctionnelle. Il annonçait également la prochaine réimpression des comptes rendus des deux premiers procès de *l'Internationale* à Paris (un volume de 216 pages, Paris, dans les locaux de l'Association; le volume parut au commencement de juillet; *la Solidarité* du 9 juillet en donne un extrait). Ce second numéro ne parvint que par exception à quelques abonnés: il fallut reconnaître qu'il n'était pas possible de faire entrer



le *Socialiste* en France, et le journal suspendit sa publication. La Commission du journal fit insérer dans *la Solidarité* du 25 juin une annonce disant: «*La Commission chargée de faire marcher le Socialiste va prendre d'autres dispositions pour continuer son œuvre; les abonnés ne seront pas frustrés. En attendant, elle leur fait envoyer un journal ami, la Solidarité, qui les entretiendra de ce qui les intéresse*» (*Le Socialiste* ne devait pas paraître).

A l'audience du 22 juin, sur les trente-huit, prévenus, trente et un comparurent (quatre d'entre eux, Malon, Pindy, Murat et Johannard, encore en état de détention, furent mis en liberté sous caution dès cette première audience); les sept qui ne répondirent pas à l'appel de leur nom étaient Varlin (réfugié à Anvers), Griot, Rocher, Sabourdy, Carle, Dugauquie et Passedouet. L'avocat impérial Aulois donna lecture d'un long factum, qui prétendait être l'histoire de *l'Internationale*; puis l'affaire fut remise à huitaine. L'audience du 29 juin fut remplie par le réquisitoire; les débats occupèrent ensuite les audiences des 30 juin, 1<sup>er</sup>, 2 et 5 juillet; le jugement fut rendu le 8: sept prévenus, Varlin (absent), Malon, Murat, Johannard, Pindy, Combault et Héligon, déclarés coupables d'avoir fait partie d'une société secrète, furent condamnés à un an de prison; vingt-sept prévenus, déclarés coupables seulement d'avoir fait partie d'une société non autorisée, furent condamnés à deux mois de prison; c'étaient Avrial, Sabourdy (absent), Franquin, Passedouet (absent), Langevin, Pagnerre, Robin, Leblanc, Carle (absent), Allard, Theisz, Collot, Germain Casse, Chalain, Mangold, Ansel, Bertin, Boyer, Cirode, Delacour, Durand, Duval, Fournaise, Frankel, Giot (absent) et Malzieux; les quatre autres, Assi, Dugauquie (absent), Flahaut et Landrin, furent renvoyés des fins de la plainte. L'*Association «générale»* (sic) *des travailleurs* fut déclarée dissoute à Paris et dans le département de la Seine.

Au lendemain de la condamnation, les membres de la Commission de statistique nommée par le Conseil fédéral parisien, Paul Robin, Henri Bachruch, Mangold, E. Langevin et Ch. Keller, adressaient aux sections de Paris un questionnaire accompagné d'une circulaire où ils disaient: «*Aujourd'hui, après la dissolution légale de l'Internationale, nous continuerons cette œuvre en notre nom personnel jusqu'au moment où il redeviendra possible de rendre compte à ceux qui nous avaient nommés*».

Ce fut vers le milieu d'août seulement (à cause de la perturbation que la guerre apporta dans tous les travaux) que, par les soins de quelques hommes dévoués et actifs, put paraître le compte rendu sténographique du troisième procès de *l'Internationale parisienne* (un volume de 250 pages, chez Armand Le Chevalier, annoncé dès le 16 juillet par *la Solidarité*).

Sur ce procès, Marx ne trouva à dire que ce qui suit, dans une lettre à Engels du 8 juillet: «*Je t'enverrai demain les journaux français et les débats du procès. Frankel (7) a conquis des lauriers. Tu verras, tant chez les accusés que dans les journaux, la tendance à s'attribuer l'invention de l'Internationale (8)*».

Nous ne nous occuperons pas ici des poursuites dirigées contre des membres de *l'Internationale* dans d'autres villes de France.

-----

(7) Frankel était un Juif allemand-hongrois, affilié à la secte marxiste.

(8) On a pu voir, pages 1 et suivante de ce volume, qu'il n'y avait aucune exagération, de la part des ouvriers parisiens, à s'attribuer une action prépondérante dans la fondation de *l'Internationale*: l'Anglais Wheeler avait dit expressément, au